

Financement des infrastructures municipales

LA CONTRIBUTION DU FÉDÉRAL INSUFFISANTE POUR SAINT-HYACINTHE

Pour diffusion immédiate

Saint-Hyacinthe, le 6 septembre 2024 – Le renouvellement du Programme de Transfert pour les Infrastructures d’Eau et Collectives du Québec (TECQ) a été confirmé le 17 juillet dernier. Il s’agit d’un outil financier clé pour les infrastructures municipales. Cependant, malgré cette bonne nouvelle, des défis persistent pour en maximiser les bénéfices et répondre aux besoins urgents.

Le gouvernement du Québec a investi les sommes prévues, mais la contribution fédérale a été réduite de 338 millions de dollars, portant la diminution totale de l’enveloppe à environ 30 % par rapport à la période précédente. Cette réduction affecte directement la capacité de notre municipalité à réaliser des projets, aggravant ainsi le déficit de maintien d’actif.

« Je l’ai déjà souligné, mais il est important de le répéter : les travaux prévus à l’usine d’épuration exigeront des investissements de plus de 110 millions de dollars. Et cette mise aux normes n’est qu’un des nombreux projets inscrits à notre *Plan de gestion des débordements*. Cela signifie que nous aurons besoin de bien plus de financement pour mettre à niveau nos infrastructures dans les années à venir. Les efforts du gouvernement fédéral doivent être à la hauteur des efforts municipaux, si ce n’est pas plus » souligne M. André Beauregard, maire de la Ville de Saint-Hyacinthe.

En 2023, le déficit de maintien d’actif dans les infrastructures municipales d’eau au Québec atteignait 45 milliards de dollars, contre 38 milliards en 2022, illustrant une tendance inquiétante liée à un financement insuffisant. Alors que les coûts de construction ont augmenté de 30 à 40 % ces dernières années, l’impôt foncier ne suffit plus à combler les besoins croissants.

« En mon nom et en celui de l’ensemble des membres du conseil municipal, je demande que le gouvernement fédéral bonifie son financement pour compenser l’augmentation des coûts observés ces dernières années. Il est impératif que le gouvernement fédéral intensifie son engagement pour garantir la réalisation des infrastructures essentielles au bien-être des communautés, et ce, dans toutes les régions du Québec », conclut M. Beauregard.

– 30 –

Source : Direction des communications et de la participation citoyenne
450 778.8300